

AMNISTIE INTERNATIONALE

COMMUNIQUE DE PRESSE

AI Index: MDE 30/017/2002 (Document Publique)
Nr du Service de Presse : 154
3 septembre 2002

Tunisie : Proces des trois membres du PCOT - La Cour de cassation manque la derniere opportunité de reparer l'injustice

Amnesty International et la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) dénoncent la décision de la Cour de cassation de Tunis qui a rejet e lundi 2 septembre le pourvoi de Hama Hammami, Samir Taamallah et Abdeljabbar Madouri, tous trois condamn es pour appartenance au Parti communiste des ouvriers tunisiens (PCOT, non-autoris e).

Amnesty International et la FIDH renouvellent leur appel à la libération immédiate et inconditionnelle de Hama Hammami, Samir Taamallah et Abdeljabbar Madouri, tous trois consid er es comme prisonniers d'opinion. Selon les deux organisations, le principe fondamental de l'indépendance de la justice a une nouvelle fois été viol e.

Me Brigitte Azema-Peyret, avocate honoraire française mandatée par Amnesty International et la FIDH en tant qu'observatrice, a d enonc e les irrégularités qui ont entach e le procès devant la Cour de cassation : « l'audience n'a dur e que quelques minutes et s'est déroulée à huis-clos en l'absence des avocats de la défense. Les avocats, prévenus le jeudi 29 août pour un procès ayant lieu le lundi matin 2 septembre, n'ont pas eu le temps de préparer leur plaidoirie ». Brigitte Azema-Peyret ainsi qu'une représentante de l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT), n'ont pas pu obtenir l'autorisation d'assister à l'audience. La représentante d'Amnesty International et de la FIDH a estim e qu'au cours de ce procès devant la Cour de cassation, « les droits de la défense ont été manifestement viol es ». Un policier a ainsi ordonn e aux avocats de la défense de se rendre chez le greffier pour présenter leur demande de plaidoirie. La Cour a entre-temps jug e l'affaire en moins de dix minutes, sans prendre connaissance de la position des avocats.

L'examen par la Cour de cassation était le dernier recours judiciaire possible pour les trois membres du PCOT qui doivent désormais purger leurs peines (trois ans et deux mois de prison ferme pour Hama Hammami, trois ans et neuf mois pour Abdeljabbar Madouri et un an et neuf mois pour Samir Taamallah).

Amnesty International et la FIDH condamnent à nouveau ces manquements graves aux principes élémentaires des droits de la défense qui avaient déjà été d enonc es au moment du procès en appel des trois membres du PCOT le 30 mars dernier. La Cour de cassation n'a pas rempli son rôle en ne relevant pas les graves irrégularités de procédure et le non-respect du droit au procès équitable observ es depuis le début du procès. Ces derniers d evveloppements viennent confirmer les graves préoccupations concernant l'administration de la justice en Tunisie.

Vous pouvez également contacter le service de presse d'Amnesty International, à Londres, UK, on +44 20 7413 5566. Amnesty International, 1 Easton St., WC1X 0DW. web: <http://www.amnesty.org>

For latest human rights news view <http://news.amnesty.org>